

La crise arabe : de la crise économique à la révolution politique ?

Jean-François Daguzan, Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche stratégique,
Rédacteur en chef de *Maghreb-Machrek*

Cet article est publié dans Maghreb-Machrek, n° 206, Dossier « Le monde arabe dans la crise »

Quelle révolution a commencé dans le monde arabe ?

Les événements qui ont conduit à la chute des présidents Ben Ali et Moubarak en Egypte font apparaître la fin d'un modèle de gouvernance dans le monde arabe – celui de la stabilité autoritaire. La plupart de ces régimes autoritaires existent sous une forme ou sous une autre depuis les indépendances (en gros soixante ans pour les plus anciens). Ce modèle arrangeait globalement les pouvoirs occidentaux, qui, dès le milieu des années 1980, y voyaient un rempart contre l'islamisme radical. A l'intérieur de ces pays, le pouvoir était conforté par l'appui international dont il bénéficiait (souvent et au premier chef celui des Etats-Unis) et par le pacte social qui assurait la croissance de l'économie, l'emploi et l'émergence d'une classe moyenne). La guerre civile algérienne frappa les esprits, puis, après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis donnaient un blanc-seing implicite aux pouvoirs arabes pour renforcer leurs systèmes répressifs sans être trop regardants sur qui en était la victime. Pendant cette période, la parodie démocratique des élections à 90% de voix et plus pour le *leader* ou son parti était le cache-sexe pudiquement jeté sur l'immobilisme politique et l'absence de libertés publiques.

Le problème fut que le monde arabe rata globalement (en dehors de quelques monarchies du Golfe) la fabuleuse période de croissance de la mondialisation. Jusqu'à décembre 2010, la région frappait par son immobilisme, les réformes structurelles restaient à mi-gué. Cette zone apparaissait comme « pétrifiée », incapable d'imaginer un nouveau modèle de développement lui permettant de sortir de la quasi-stagnation (ou croissance insuffisante) où elle était plongée depuis les années 1980. Face à elle, l'Asie explosait et se révélait la seule région du monde à résister partiellement à la crise. Treize ans après la Déclaration de Barcelone, à un an de l'objectif affiché de zone de libre-échange et avec une Union pour la Méditerranée paralysée, la convergence économique, notamment avec les voisins du nord, n'est pas au rendez-vous. La vision euroméditerranéenne reste une illusion en l'absence de systèmes productifs dynamiques, de bureaucraties efficaces et d'élites porteuses. La libéralisation économique entamée dans le cadre de l'ajustement structurel et du cadre de Barcelone – inégale selon les pays – n'a guère bénéficié aux populations. De la même façon, l'inégalité persiste, quand elle ne se creuse pas un peu plus, entre les secteurs protégés et les secteurs traditionnels (notamment les campagnes) – ceci influant sur la détérioration du cadre environnemental. La non-émergence de sociétés de la connaissance est un des éléments majeurs de cet échec structurel. L'investissement étranger, également négligeable en volume, n'est toujours pas au rendez-vous avec tout ce qu'il implique, outre la finance, en termes d'ingrédients du développement. Enfin, la crise a laminé des économies fragiles qui ont à vivre avec la réduction de l'aide au développement, le ralentissement de l'activité mondiale, la chute des transferts des migrants et, pour certains pays, le retour massif des travailleurs migrants chassés du Golfe.

La crise économique révélatrice de toutes les fragilités

Nombreux sont ceux qui n'ont pas pris la mesure des conséquences stratégiques de

la crise économique et financière mondiale. Ils se sont contentés de regarder les écrans d'ordinateurs comme si celle-ci se résumait à un jeu vidéo. Or c'est un véritable tsunami économique qui a dévasté la planète. Comme nous le notions auparavant : « Les chiffres donnent le vertige : 27000 milliards de dollars ont été perdus ce qui correspond à plus de deux fois le PIB américain pour un produit intérieur brut en parité pouvoir d'achat (PPA) mondiale de 68000 milliards. La dette publique des Etats Unis s'élevaient en septembre 2008 à 10000 milliards de dollars soit l'équivalent approximatif de son PIB. D'après le rapport du FMI d'avril 2009, pour les seules institutions financières (banques, assurances, etc.) les pertes financières atteindraient la somme vertigineuse de 4000 milliards de dollars dont 2700 aux Etats Unis.¹ Les *Hedge Funds* auraient de leur côté perdu la bagatelle de 5400 milliards de dollars. Laurent Carroué, de son côté, annonce le chiffre vertigineux (toutes pertes confondues et manque à gagner) de 55 800 milliards de dollars soit 103% du PIB mondial !²

Certains experts ont pu gloser sur le caractère virtuel d'une bonne partie des pertes - ce qui était vrai en soi. Mais force fut de constater que l'effet prétendument virtuel des pertes financières entraîna une crise économique on ne peut plus réelle - tout simplement parce que les facilités d'investissement et de crédit mondiales avaient disparu. (...). Cet effondrement du crédit et des cours se reporta directement sur les pays en développement de deux manières : la réduction drastique des programmes nationaux et internationaux de développement et le manque de ressources dus à la réduction de la demande en matières premières et énergie. »³

La crise a donc eu un impact majeur sur les pays émergents. Ce n'est pas tant la chute des exportations (même si elle a touché de nombreux pays : baisse des flux et effondrement des prix des matières premières et agricoles – 30 à 40% selon les produits) que le repli des fonds souverains, l'impact de la crise sur les projets de développement (coupes sombres dans les programmes d'aide au développement), sur la santé, sur le tourisme et sur les situations sociales et politiques (fin de l'épargne/rente des expatriés et retour brutal des travailleurs migrants chassés des pays d'accueil : Maroc, Egypte, Philippines, Inde du Sud-ouest, Amérique latine, etc.).

Les pays méditerranéens et notamment celles des pays non rentiers (mais pas seulement) ne pouvaient qu'être touchés de plein fouet par cette crise. Les chiffres sont éloquentes :

« □ Une diminution importante des exportations de biens de l'ordre de 30,6% (71,6 milliards de US\$). La baisse des exports n'est que partiellement compensée par celle induite des imports, une diminution des importations de biens de 18,6% (50 milliards de \$).
□ Une aggravation du solde commercial de biens de près de 21,6 milliards de \$ soit - 60,4%.

¹ IMF *World Economic outlook (WEO) Crisis and Recovery*, April 2009, texte intégral in <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/index.htm>
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/index.htm>

² Laurent Carroué, *La crise mondiale : une ardoise de 55 800 000 000 de dollars*, 23 05 2009, http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1956. p. 1.

³ Jean-François Daguzan, « les conséquences stratégiques de la crise en Aise : un soleil se couche, un autre se lève », in François Heisbourg (dir.), *Les conséquences stratégique de la crise*, Odile Jacob, Paris, 2010, p. 57-59.

- Une aggravation du solde commercial de services de -3,63 milliards de \$ soit 14,1% (PMF hors Syrie, Liban et Palestine).
- Une diminution des recettes touristiques de 4,3% et une augmentation des volumes de 6,5%
- Une diminution des transferts de revenus de -6,1% soit 2 milliards de \$.
- Une détérioration des soldes courants qui ont représenté -15,3 milliards de dollars (-29,5 milliards de dollars quand la Turquie est incluse) et un déficit de -2% du PIB en 2009.
- Une diminution des IDE de 31,2% soit 11,8 milliards de \$. La diminution est de 20,26 milliards d'euros dans les PM10 (Turquie incluse) soit -38,5%. (ANIMA). Une baisse de projets d'investissement de 29,7% soit 219 projets en moins en 2009 (PM10, ANIMA). »⁴

La réalité fut que ce phénomène économique fut la goutte (ou l'océan) d'eau qui fit déborder la situation sociale – révélant alors l'extrême fragilité politique de tous ces Etats. Paradoxalement, ceux que l'on croyait les plus forts tombèrent les premiers !

Mêmes causes, mêmes effets ?

Les cas tunisien et égyptien sont-ils susceptibles d'extension ? Au-delà des spécificités tunisiennes, les conditions évoquées sur les conséquences de la crise économique peuvent produire des effets similaires dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Des émeutes « du pain » se sont produites à plusieurs reprises alors que des mouvements sociaux parfois brutaux se sont déroulés et se déroulent encore en Algérie, en Jordanie mais aussi en Libye, au Yémen, en Irak et même à Bahreïn. Le Maroc semble pour l'instant épargné ; mais ce pays a connu en 1981 et aussi en 2007 de violentes « émeutes de la faim ». Qui plus est, cette situation survient au moment où certains de ces pays sont en situation de transition politique. Or, ces changements inévitables se produisent à un moment où le peuple est épuisé. On n'imagine pas que ces transitions, même très sérieusement préparées par les clans au pouvoir et un très fort soubassement répressif, se traduisent sans mouvements de violence. Bien sûr, les structures de la société et du pouvoir sont différentes mais, pour chaque pays, face à l'indigence du pouvoir et à son incapacité à répondre aux aspirations du peuple (61 milliards de dollars dans le Fonds de régulation des recettes algérien, 65 dans le *Libyan Investment Authority*)⁵, l'avenir n'apparaît pas très radieux. Qui plus est, dans chaque pays les islamistes radicaux, chacun à leur manière, sont en embuscade.

La crise économique et sociale sert donc de révélateur à la fragilité de sociétés considérées un peu trop rapidement comme stables. Il faudra donc être vigilant quant à l'effet « boule de neige » que les modèles tunisien et égyptien pourraient avoir sur leurs voisins. Elle démontre aussi que les peuples sont désormais capables de contester le modèle chinois de développement : la croissance sans la démocratie.

L'autocitation est un art délicat. Mais en 1998, nous écrivions : « Toutefois, la répression et l'aide sans réserve de la France ne peuvent être, seules, les véritables

⁴ Voir Ahmed Galal & Jean-Louis Reiffers, FEMIP, *Crises et voies de sortie de crise dans les pays méditerranéens*, FEMISE, p. 38.

⁵ *Mythe et réalité des fonds souverains*, Fondation Prometheus, Février 2009, <http://www.fondation-prometheus.org/Ressources/mythesetrealiteFS.pdf>

garants de l'avenir de la Tunisie. En dépit des succès rencontrés au plan économique, l'évolution politique positive dépendra de la capacité du chef de l'État à assurer une ouverture démocratique dans un pays où les braises couvent sous la cendre. Pas plus qu'en Algérie, la résolution du problème islamique ne pourra se résoudre ou se contrôler sans, brisant la spirale sécuritaire, déboucher sur une implication de la société civile dans la gestion de la cité. Éliminer les dernières reliques du modèle classique de despotisme oriental héritées du passé, pour offrir une alternative moderne de gouvernement qui respecte les spécificités maghrébines et le citoyen, voilà l'enjeu pour la Tunisie du XXI^{ème} siècle. »⁶

Cet enjeu, formulé il y a treize ans, est aujourd'hui devant nous. Mais peut-on projeter quelques éléments prospectifs pour les pays arabes ? Aujourd'hui on tend beaucoup à réduire l'avenir de ces pays à trois scénarios radicaux : le scénario démocratique chaotique, le scénario militaire (apparition d'un nouvel homme providentiel) et le scénario islamiste. Les deux derniers apparaissant à beaucoup comme les plus probables, comme s'il ne pouvait y avoir outre-Méditerranée qu'une prédestination de l'échec démocratique et qu'il n'y avait d'autres horizons, comme l'avait si bien dit Rémi Leveau, qu'entre « le sabre et le turban » !⁷

Le sage montre la lune, le fou regarde le doigt...

Point n'est ici l'intention de nier l'aspiration démocratique des peuples du monde arabe. Les années de dictature et autres régimes autoritaires pèsent lourd et le couvercle a commencé à se soulever. Mais les commentateurs qui se sont succédé dans les médias après de belles années de silence pour expliquer le phénomène de révolte sont restés bloqués sur le curseur exclusif de la démocratie. Ainsi, même un journal économique comme *La Tribune* évoquait à peine la question économique comme élément constitutif de l'insurrection.⁸ Or, notre hypothèse est que la crise économique est le facteur clé du mouvement de révolte/révolution du monde arabe. Il est celui qui a permis de faire éclater une colère qui n'aurait pu vraisemblablement exploser que beaucoup plus tard. L'effondrement brutal des économies arabes non rentières dû à la crise a brisé en miettes le tacite pacte social développement vs autoritarisme qui caractérisait la Tunisie et l'Égypte et qui est encore le modèle dominant d'autres pays (Jordanie, Maroc, Syrie, etc.).

Aujourd'hui, l'équation politique se calcule sur les bases suivantes. La crise a fait tomber les dirigeants répressifs mais politiquement brûlés. Des réformes constitutionnelles vont ouvrir (et vraisemblablement largement, voire très largement) le champ démocratique. Mais les gouvernements de transition et les gouvernements élus vont être jugés par les citoyens à l'aune de leur capacité à créer des emplois et de donner du pain. Or, les gouvernements tunisien et égyptien vont devoir, d'une part, restaurer une économie brisée par la période de la révolte; d'autre part, surnager dans un monde économique toujours secoué par la crise. Ce qui veut dire

⁶ *Le dernier rempart ? Forces armées et politique de défense au Maghreb*, FMES-Publisud, Paris, 1998, pp. 207-208.

Le sabre et le turban, l'avenir du Maghreb, Editions François Bourrin, Paris, 1993.

⁸ Lysiane Baudu & Céline Jeancourt-Galignani, « La vie chère est aussi responsable de la révolte », *La Tribune* du vendredi 11 février 2011, p. 10.

que si l'attente populaire est déçue, nous risquons de voir se jouer un deuxième tour révolutionnaire qui, cette fois ci, portera de nouveaux extrémistes ou de nouveaux populistes autoritaires au pouvoir. Et, dans cette nouvelle configuration, la violence sera au rendez-vous dans des proportions sans commune mesure avec celles connues ce mois de janvier 2011. De ce point de vue, l'instabilité commence à peine...

Pour éviter un second round brutal : un plan Marshall pour l'Afrique du Nord

C'est donc la seconde phase du processus révolutionnaire qui sera décisive. Celle du rééquilibrage des économies arabes. Comme le note la FEMISE dans son dernier rapport, « ceci indique que, dès la sortie de crise, les pays concernés devront veiller à maintenir la confiance par une gestion rigoureuse des grands équilibres et par une ouverture très prudente aux marchés internationaux (pourtant indispensable).⁹ » Or, ces économies ont globalement raté la phase de développement des années 1970-1980, qui ont vu le décollage de l'Asie. Les mauvais choix politico-économiques n'ont permis que des stratégies de rattrapage. Pourtant l'enjeu est colossal. « Si on poursuit les tendances actuelles, sans dégrader la situation relative d'emploi (taux d'emploi et taux de chômage constants), il faudrait créer 22,5 millions d'emplois d'ici 2020. Avec la pression démographique, ce seront 130 millions de personnes sans emploi et 12 millions de chômeurs officiels supplémentaires. Ce sont donc 30 millions de personnes supplémentaires qui ne se sentiront pas intégrées dans cette région (avec une part importante de hauts diplômés puisque les pays méditerranéens ont déjà beaucoup investi dans l'éducation). » Il faudra aussi trouver 300 milliards d'euros en investissements d'ici à 2030¹⁰ pour des pays méditerranéens dont la moitié de la population a moins de quinze ans.¹¹ Ou bien, sous une forme dynamique, « il faudrait une croissance annuelle de plus de 8% en moyenne pendant quinze ans. »¹² Tant que ces pays ne seront pas passés du bon côté de la transition démographique (c'est-à-dire dans vingt-trente ans), nous vivrons assis sur une poudrière. Et même après, il faudra assumer des populations vieillissantes, mais ceci est une autre histoire. On a souvent parlé, jusqu'en vider la notion, de Plan Marshall pour tout et n'importe quoi. Aujourd'hui, ce concept prend tout son sens. Les déclarations dramatiques parlant d'une Méditerranée où tout se perd et tout se gagne sont rattrapées par la réalité. Les « révolutions » en marche dans le monde arabe ne sont que les prémices d'un malaise beaucoup plus profond d'une société éreintée et spoliée mais qui désormais a décidé de dire non. En s'engageant pour le changement en Tunisie et en Egypte, le président Obama a semble-t-il compris l'aspiration démocratique qui s'exprime. Il n'est pas sûr qu'il ait bien perçu le fait que cela entraînait corrélativement la modification en profondeur du modèle économique dont son pays a été le porteur depuis trente ans. Le retour de l'action collective est une nécessité vitale et l'Union pour la Méditerranée moribonde doit être repensée à zéro dans une nouvelle dimension d'action collective pour porter ce nouveau Plan Marshall, emportant les mêmes enjeux politico-stratégiques que le premier

⁹ Henry Marty-Gauqié, Banque européenne d'investissement, « *Résumé synthétique de l'étude du FEMISE : crise et voies de sortie de crise dans les pays partenaires Méditerranée de la FEMIP* », 29 novembre 2010, p. 2.

¹⁰ Zinedine Massinissa, « *Prospective Méditerranée 2030 Établir une vision commune et tracer un futur possible* », El Wakab, http://www.transactiondalgerie.com/index.php?option=com_content&view

¹¹ *Résumé synthétique de l'étude du FEMISE*, op.cit., p. 4.

¹² Guillaume Améras & cécile Jolly (dris.), *Méditerranée 2030, Panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques*, IPEMED, Paris, 2010, p. 132.

(empêcher la violence interne et la guerre).